



Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux Comptes

840, rue Pasteur - B.P. 33  
38670 Chasse-sur-Rhône  
Tél. : 04 72 49 23 30  
Fax : 04 72 49 23 39  
chasse@aliantis.net

---

**Association CALYDIAL**  
**51, rue d'Yvours**

**69540 IRIGNY**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES**  
**ANNUELS**  
**Exercice clos le 31/12/2025**

**Commissariat Finances Révisions**



## Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

### 1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CALYDIAL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association CALYDIAL à la fin de cet exercice.

### 2. Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 5.2.1 Changement de réglementation comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application du règlement ANC n°2022-06 et du règlement ANC n°2023-03.

### 3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos travaux d'audit nous nous sommes assurés de la réalité et de la correcte comptabilisation dans le compte de résultat au 31 décembre 2025 des éléments enregistrés dans les rubriques « produits de tiers financeurs ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### 4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels.

### 5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

## 6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

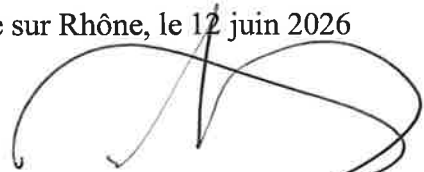
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chasse sur Rhône, le 12 juin 2026



~~Le Commissaire aux comptes~~

**COMMISSAIRIAT FINANCES REVISIONS**

**Représenté par**

**Pierre-Philippe DEBARD**

CALYDIAL

| Actif   |   | Au 31/12/2025 |                 |             | Au 31/12/2024 |
|---|---|---------------|-----------------|-------------|---------------|
|   |   | Montant brut  | Amort. ou Prov. | Montant net | Montant net   |
| Frais d'établissement (I)                                   |   |               |                 |             |               |
| Actif immobilisé  | Immobilisations incorporelles   |               |                 |             |               |
|   | Frais de développement  |               |                 |             |               |
|   | Donations temporaires d'usufruit  |               |                 |             |               |
|   | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>     | 70 375        | 20 250          | 50 125      | 61 687        |
|   | Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes   |               |                 |             |               |
|   | TOTAL   | 70 375        | 20 250          | 50 125      | 61 687        |
|   | Immobilisations corporelles   |               |                 |             |               |
|   | Terrains  | 446 987       | 29 337          | 417 650     | 417 650       |
|   | Constructions   | 13 231 960    | 8 407 527       | 4 824 433   | 5 309 437     |
|   | Installations techniques, matériel et outillage industriels   | 4 376 508     | 3 244 046       | 1 132 461   | 1 265 480     |
|   | Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes   | 39 823        |                 | 39 823      | 151 866       |
|   | TOTAL   | 18 095 280    | 11 680 911      | 6 414 368   | 7 144 434     |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés     |   |               |                 |             |               |
| Immobilisations financières <sup>(2)</sup>                  | Participations  | 3 550         |                 | 3 550       | 3 550         |
|   | Créances rattachées à des participations  |               |                 |             |               |
|   | Autres titres immobilisés   | 1 701 916     |                 | 1 701 916   | 1 684 298     |
|   | Prêts   | 300 742       |                 | 300 742     | 275 847       |
|   | Autres immobilisations financières  | 536 785       |                 | 536 785     | 517 934       |
|   | TOTAL   | 2 542 993     |                 | 2 542 993   | 2 481 630     |
| Total (II)  |   | 20 708 649    | 11 701 161      | 9 007 487   | 9 687 752     |
| Actif circulant   | Stocks et en cours  | 316 983       |                 | 316 983     | 297 611       |
|   | Créances <sup>(3)</sup>   |               |                 |             |               |
|   | Créances clients, usagers et comptes rattachés  | 1 278 608     | 82 654          | 1 195 954   | 1 206 227     |
|   | Créances reçues par legs ou donations   |               |                 |             |               |
|   | Autres créances   | 321 874       |                 | 321 874     | 221 304       |
|   | Charges constatées d'avance   | 281 834       |                 | 281 834     | 272 753       |
|   | TOTAL   | 1 882 318     | 82 654          | 1 799 663   | 1 700 285     |
| Divers  | Instruments financiers à terme et jetons détenus  | 1 049 290     |                 | 1 049 290   | 1 049 290     |
|   | Disponibilités  | 7 817 163     |                 | 7 817 163   | 7 707 004     |
| Total (III)   |   | 11 065 754    | 82 654          | 10 983 100  | 10 754 191    |
| Frais d'émission des emprunts (IV)                          |   |               |                 |             |               |
| Primes de remboursement des emprunts (V)                    |   |               |                 |             |               |
| Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI) |   |               |                 |             |               |
| TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)                 |   | 31 774 404    | 11 783 816      | 19 990 588  | 20 441 944    |
| Renvois   | (1) Dont droit au bail<br>(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières<br>(3) Dont à plus d'un an (brut) |               |                 | 4 187       | 8 958         |

| Passif  |   | Au 31/12/2025 | Au 31/12/2024 |
|---|---|---------------|---------------|
| Fonds propres                                 | <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>  |               |               |
|   | Fonds propres statutaires   | 300 000       | 300 000       |
|   | Fonds propres complémentaires   | 12 577 270    | 12 577 270    |
|   | <b>Fonds propres avec droit de reprise</b>  |               |               |
|   | Fonds propres statutaires   |               |               |
|   | Fonds propres complémentaires   |               |               |
|   | Écarts de réévaluation  |               |               |
|   | <b>Réserves</b>   |               |               |
|   | Réserves statutaires ou contractuelles  |               |               |
|   | Réserves pour projet de l'entité  |               |               |
|   | Autres réserves   | 2 920 612     | 2 985 827     |
|   | <i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> |               |               |
|   | Report à nouveau  |               |               |
|   | <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>              |               |               |
|   | Excédent ou déficit de l'exercice   | -199 155      | -65 214       |
|   | <i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>              |               |               |
|   | Situation nette (sous-total)  | 15 598 728    | 15 797 883    |
|   | Fonds propres consommables  |               |               |
|   | Subventions d'investissement  | 58 198        | 45 567        |
|   | Provisions réglementées   |               |               |
|   | Total (I)   | 15 656 926    | 15 843 451    |
| Autres fonds propres                          | Montant des émissions de titres participatifs   |               |               |
|   | Avances conditionnées   |               |               |
|   | Total (I bis)   |               |               |
| Fonds reportés et dédiés                      | Fonds reportés liés aux legs ou donations   |               |               |
|   | Fonds dédiés  |               |               |
|   | Total (II)  |               |               |
| Provisions                                    | Provisions pour risques   | 305 000       | 75 000        |
|   | Provisions pour charges   | 416 400       | 557 000       |
|   | Total (III)   | 721 400       | 632 000       |
| Dettes  | Emprunts obligataires et assimilés  |               |               |
|   | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>                 | 632 310       | 840 622       |
|   | Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>                                |               |               |
|   | Instruments financiers à terme  |               |               |
|   | Dettes fournisseurs et comptes rattachés  | 771 467       | 803 480       |
|   | Dettes des legs ou donations  |               |               |
|   | Dettes fiscales et sociales   | 2 057 950     | 1 960 873     |
|   | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés                                       | 7 993         | 99 888        |
|   | Autres dettes   | 105 176       | 146 628       |
|   | Produits constatés d'avance   | 37 363        | 114 999       |
|   | Total (IV)  | 3 612 261     | 3 966 493     |
|   | Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)                          |               |               |
| TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V) |   | 19 990 588    | 20 441 944    |
| Renvois                                       | (1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques                  | 7 496         | 7 328         |
|   | (2) Dont emprunts participatifs   |               |               |



|  |   | Du 01/01/2025<br>Au 31/12/2025<br>12 mois | Du 01/01/2024<br>Au 31/12/2024<br>12 mois |
|--|---|---|---|
| Produits d'exploitation                              | Cotisations   |   |   |
|  | <b>Ventes de biens et services</b>  |   |   |
|  | Ventes de biens   |   |   |
|  | dont ventes de dons en nature   |   |   |
|  | dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales                                    |   |   |
|  | Ventes de prestations de service  | 209 816                                   | 371 671                                   |
|  | dont parrainages  |   |   |
|  | dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et medico-sociales                   |   |   |
|  | <b>Produits de tiers financeurs</b>   |   |   |
|  | Concours publics et subventions d'exploitation  | 14 094 503                                | 13 951 694                                |
|  | dont contrib. financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales |   |   |
|  | Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable                                       |   |   |
|  | Ressources liées à la générosité du public  |   |   |
| Charges d'exploitation                               | Dons manuels  |   |   |
|  | Mécénats  |   |   |
|  | Legs, donations et assurances-vie   |   |   |
|  | Contributions financières   |   | 25 780                                    |
|  | Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions  | 140 600                                   | 195 230                                   |
|  | Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles  |   |   |
|  | Utilisations des fonds dédiés   |   |   |
|  | Autres produits   | 5 263                                     | 7 229                                     |
|  | Total des produits d'exploitation (I)   | <b>14 450 182</b>                         | <b>14 551 606</b>                         |
|  | Achats de marchandises  |   |   |
|  | Variation de stocks   |   |   |
|  | Autres achats et charges externes   | 4 695 916                                 | 4 729 450                                 |
|  | Aides financières   |   |   |
|  | Impôts, taxes et versements assimilés   | 733 513                                   | 867 843                                   |
|  | Salaires  | 5 589 285                                 | 5 698 505                                 |
|  | Cotisations sociales  | 2 627 473                                 | 2 632 193                                 |
|  | Dotations aux amortissements et aux dépréciations   | 931 986                                   | 929 324                                   |
|  | Dotations aux provisions  | 257 927                                   | 7 000                                     |
|  | Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées                                  |   |   |
|  | Reports en fonds dédiés   |   |   |
|  | Autres charges  | 1 470                                     | 2 852                                     |
|  | Total des charges d'exploitation (II)   | <b>14 837 574</b>                         | <b>14 867 168</b>                         |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)                  |   | <b>-387 391</b>                           | <b>-315 562</b>                           |
| Produits financiers                                  | De participations   |   |   |
|  | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé  |   |   |
|  | Autres intérêts et produits assimilés   | 213 335                                   | 242 289                                   |
|  | Reprises sur dépréciations et provisions  |   |   |
|  | Différences positives de change   |   |   |
|  | Produits des immobilisations financières cédées   |   |   |
|  | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie                |   |   |
|  | Total des produits financiers (III)   | <b>213 335</b>                            | <b>242 289</b>                            |
| Charges financières                                  | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions   |   |   |
|  | Intérêts et charges assimilées  | 20 173                                    | 22 367                                    |
|  | Différences négatives de change   |   |   |
|  | Valeurs comptables des immobilisations financières cédées   |   |   |
|  | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie               |   |   |
|  | Total des charges financières (IV)  | <b>20 173</b>                             | <b>22 367</b>                             |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)                     |   | <b>193 161</b>                            | <b>219 921</b>                            |
| 3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) |   | <b>-194 229</b>                           | <b>-95 640</b>                            |



|   | Du 01/01/2025<br>Au 31/12/2025<br>12 mois | Du 01/01/2024<br>Au 31/12/2024<br>12 mois |
|---|---|---|
| Produits exceptionnels (V) Total  |   | 39 176                                    |
| Charges exceptionnelles (VI) Total  |   | 888                                       |
| <b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>  |   | <b>38 288</b>                             |
| Participation des salariés aux résultats (VII)  |   |   |
| Impôts sur les bénéfices (VIII)   | 4 926                                     | 7 863                                     |
| Total des produits (I + III + V)  | 14 663 518                                | 14 833 072                                |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)   | 14 862 673                                | 14 898 286                                |
| <b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b><br><i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i> | <b>-199 155</b>                           | <b>-65 214</b>                            |
| <b>Évaluation des contributions volontaires en nature</b>   |   |   |
| Contributions volontaires en nature   |   |   |
| Dons en nature  |   |   |
| Prestations en nature   |   |   |
| Bénévolat   |   |   |
| <b>TOTAL</b>  |   |   |
| Charges des contributions volontaires en nature   |   |   |
| Secours en nature   |   |   |
| Mises à disposition gratuite de biens   |   |   |
| Prestations en nature   |   |   |
| Personnel bénévole  |   |   |
| <b>TOTAL</b>  |   |   |

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025

ASSOCIATION CALYDIAL

Commissariat Finances Révisior  
Commissaire aux Comptes

## Table des matières

|       |   |    |
|-------|---|----|
| 1     | Objet social  | 4  |
| 2     | Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées  | 4  |
| 3     | Description des moyens mis en œuvre   | 4  |
| 4     | Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture  | 5  |
| 4.1   | Faits caractéristiques de l'exercice  | 5  |
| 4.2   | Evènements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes   | 5  |
| 5     | Principes et méthodes comptables  | 5  |
| 5.1   | Principes généraux  | 5  |
| 5.1.1 | Règlement comptable   | 5  |
| 5.1.2 | Dérogations   | 5  |
| 5.1.3 | Principales méthodes retenues lorsqu'il existe un choix de méthode ou lorsqu'il n'existe pas de méthode explicite applicable à la transaction         | 5  |
| 5.1.4 | Information d'importance significative nécessaire à la bonne compréhension des comptes annuels qui ne serait pas détaillée par ailleurs dans l'annexe | 6  |
| 5.2   | Changements comptables  | 6  |
| 5.2.1 | Changement de réglementation comptable  | 6  |
| 5.2.2 | Corrections d'erreur  | 7  |
| 6     | Informations relatives aux postes du bilan  | 8  |
| 6.1   | Actif immobilisé  | 9  |
| 6.1.1 | Tableau des immobilisations – Cadre général   | 10 |
| 6.1.2 | Tableau des amortissements – Cadre général  | 12 |
| 6.1.3 | Coût d'emprunt  | 13 |
| 6.2   | Actif circulant   | 14 |
| 6.2.1 | Stocks et en cours  | 14 |
| 6.2.2 | Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché  | 14 |
| 6.3   | Fonds propres   | 15 |
| 6.3.1 | Tableau de variation des Fonds propres  | 15 |
| 6.3.2 | Subventions d'investissement  | 19 |
| 6.4   | Provisions et passifs éventuels   | 19 |
| 6.4.1 | Provisions  | 19 |
| 6.4.2 | Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés  | 20 |
| 6.5   | Dettes  | 21 |
| 6.5.1 | Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice  | 21 |
| 6.5.2 | Dettes garanties par des sûretés réelles  | 21 |
| 6.5.3 | Précisions sur certains postes de passif  | 21 |
| 6.6   | Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice                        | 22 |
| 7     | Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat  | 23 |
| 7.1   | Produits à recevoir :   | 23 |
| 7.2   | Charges à payer :   | 23 |
| 7.3   | Honoraires des commissaires aux comptes   | 24 |
| 7.4   | Subventions et autres concours publics  | 24 |
| 7.4.1 | Subventions   | 24 |

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 1 016 638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Egho 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903 309 490 (RCS Nanterre). TVA : FR03903309490

|       |   |    |
|-------|---|----|
| 7.4.2 | Autres concours publics   | 25 |
| 7.4.3 | Tableau des subventions et concours publics   | 25 |
| 8     | Informations relatives à la fiscalité   | 25 |
| 8.1   | Impôt sur les bénéfices   | 25 |
| 9     | Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants   | 26 |
| 9.1   | Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pension...) | 26 |
| 10    | Informations relatives à l'effectif   | 26 |
| 11    | Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan  | 27 |

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

1. De rendre possible toutes les formes de traitement de suppléance chez des patients insuffisants rénaux chroniques.
2. De fournir aux patients les moyens de traitement le plus autonome, adapté à leur état.
3. D'initier ou de participer à toutes actions de recherche, de prévention ou de formation sur le sujet de l'insuffisance rénale.
4. De rassembler les personnes intéressées et concernées par l'ensemble des problèmes posés par ce type de traitement.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Activité de dialyse en centre et à domicile.
- Activité parcours maladie rénale chronique.
- Activité ETP.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Ces activités se sont exercées sur les sites d'Irigny, Pierre Bénite, Vénissieux, Vienne et à domicile.

## 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements :
  - / Les investissements de l'exercice se sont élevés à 342 k€.
- Autres moyens/dépenses engagées
  - / Formation : nos dépenses de formation, en plus de notre obligation légale, en lien avec les activités de l'entité se sont élevées à 77.8 K€ par rapport à 102.5 K€ pour l'exercice précédent.
  - / Communication :  
Diverses communications réalisées au cours de l'exercice

## 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

L'association fait l'objet de demandes d'indemnisations aux Prudhommes pour un montant global de 565.1 K€ et bien qu'elle considère ces procédures sans fondement, le risque a été provisionné à hauteur de 230 K€.

### 4.2 Evénements survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

#### 5.1.1 Règlement comptable

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 (modifié par le règlement 2023-03) et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 (modifié par le règlement 2022-06) relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

#### 5.1.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation

- Aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;
- A la durée de l'exercice comptable.

#### 5.1.3 Principales méthodes retenues lorsqu'il existe un choix de méthode ou lorsqu'il n'existe pas de méthode explicite applicable à la transaction

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.



**5.1.4 Information d'importance significative nécessaire à la bonne compréhension des comptes annuels qui ne serait pas détaillée par ailleurs dans l'annexe****5.2 Changements comptables**

Aucun changement comptable n'est intervenu au cours de l'exercice

**5.2.1 Changement de réglementation comptable****5.2.1.1 Première application du règlement ANC N° 2022-06**

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

**— Au niveau du compte de résultat :**

Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 195.2 K€ et concerne les opérations suivantes :

- / Remboursements de charges de personnel : prise en charge par la prévoyance pour un montant de 121.4 K€
- / Refacturations de charges : remboursement de formations du personnel pour un montant de 53.9 K€
- / Indemnités d'assurance reçues relatives à un sinistre pour un montant de 0.9 K€
- / Avantages en nature provenant des écritures de paie pour un montant de 19 K€

Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :

- / Remboursements de charges de personnel : prise en charge par la prévoyance, et remboursement des frais de personnel en formation : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 90.9 K€ et 23.5 K€ aux comptes 6491 « Prise en charge de prévoyance » et 6493 « Remboursement formation personnel » donc directement en déduction du poste « Salaires »

- / Avantage en nature provenant des écritures de paie : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 22.2 K€ au compte 6492 « Avantage en nature » donc directement en déduction du poste « Salaires »
- / Les remboursements de frais pédagogique de formations du personnel : sont comptabilisés en 2025 pour un montant de 54 K€ au compte 6291 « Prise en charge formations » dans le poste « Autres achats et charges externes »
- / Indemnités d'assurance reçues relatives à un sinistre : néant sur 2025
- / Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 7.2 K€  
Ces quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sont comptabilisées en 2025 en produits d'exploitation sur la ligne « Concours publics et subventions d'exploitation » pour un montant de 7.2 K€
- / Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne « opérations en capital » sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 2 K€
- / Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment présentés en charges exceptionnelles sur la ligne « opérations en capital » sont regroupées dans la colonne N-1 sur la ligne « Charges exceptionnelles » pour un montant de 0.9 K€.
- / Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ».  
Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ».  
*Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.*

#### — Au niveau du bilan

- / Les immobilisations corporelles en cours comptabilisés en 2024 sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours » pour un montant de 33.6 K€ sont regroupées dans la colonne N-1 sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes ». En 2025, les immobilisations corporelles en cours comptabilisées sur cette ligne s'élèvent à 39.8 K€
- / Les charges constatées d'avance s'élevaient à 272.8 K€ au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ».

Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 281.8 K€ sont présentées dans la rubrique « Créances ».

#### 5.2.2 Corrections d'erreur

Notre entité n'a comptabilisé aucune correction d'erreur significative

## 6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

## 6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de l'utilisation envisagée.

Le coût de production comprend toutes les dépenses pouvant lui être directement attribuées et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation de l'actif afin qu'il soit en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction

Le coût de production comprend le coût d'acquisition des matières consommées augmenté des autres coûts engagés, au cours des opérations de production, c'est-à-dire des charges directes et indirectes qui peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien ou du service.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Plus spécifiquement, les biens reçus à titre gratuit par les entités dans le champ du règlement ANC n° 2018 sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

### **Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles**

L'amortissement est déterminé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2 dans les deux premières colonnes du tableau.

### Dépréciation des immobilisations des immobilisations incorporelles et corporelles

Une immobilisation est dépréciée lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

A chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur, un test de dépréciation est effectué.

### Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

Les titres de participation, les autres titres immobilisés et les valeurs mobilières de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation des titres de participation est constatée lorsque leur valeur d'utilité représentant ce que notre entité accepterait de décaisser pour obtenir cette participation si elle avait à l'acquérir devient inférieur à la valeur comptable.

L'approche par l'actif net comptable est retenue pour estimer la valeur d'utilité

Une dépréciation des autres titres immobilisés et des valeurs mobilières de placement est comptabilisée lorsque le cours de bourse moyen du dernier mois ou leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés sont inférieurs à la valeur comptable.

### 6.1.1 Tableau des immobilisations – Cadre général

| Situations et mouvements      | A  | B              | C              | D                                       |
|-------------------------------|--|----------------|----------------|---|
| Rubriques                     | Montant brut à l'ouverture de l'exercice | Augmentations  | Diminutions    | Montant brut à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 70 376                                   | 0              | 0              | 70 376                                  |
| Immobilisations corporelles   | 17 904 922                               | 342 225        | 151 867        | 18 095 280                              |
| Immobilisations financières   | 2 481 630                                | 61 363         | 0              | 2 542 994                               |
| <b>Total</b>                  | <b>20 456 928</b>                        | <b>403 588</b> | <b>151 867</b> | <b>20 708 650</b>                       |



### 6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne « Augmentations »

| Augmentations de l'exercice   | Ventilation des augmentations |                                |                |         |           |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|----------------|---------|-----------|
|                               | Virements                     |                                | Entrées        |         |           |
|                               | De poste à poste              | Provenant de l'actif circulant | Acquisitions   | Apports | Créations |
| Immobilisations incorporelles |                               |                                |                |         |           |
| Immobilisations corporelles   | 124 272                       |                                | 217 953        |         |           |
| Immobilisations financières   |                               |                                | 61 363         |         |           |
| <b>Total</b>                  | <b>124 272</b>                |                                | <b>279 316</b> |         |           |

### 6.1.1.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne « Diminutions »

| Diminutions de l'exercice     | Ventilation des diminutions |                                    |          |           |                    |
|-------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|----------|-----------|--------------------|
|                               | Virements                   |                                    | Sorties  |           |                    |
|                               | De poste à poste            | A destination de l'actif circulant | Cessions | Scissions | Mises hors service |
| Immobilisations incorporelles |                             |                                    |          |           |                    |
| Immobilisations corporelles   | 151 867                     |                                    |          |           |                    |
| Immobilisations financières   |                             |                                    |          |           |                    |
| <b>Total</b>                  | <b>151 867</b>              |                                    |          |           |                    |



## 6.1.2 Tableau des amortissements – Cadre général

| Situations et mouvements      |   |                      | A  | B                                       | C           | D   |
|-------------------------------|---|----------------------|--|---|-------------|---|
| Rubriques                     | Durée d'utilisation ou taux d'amortissement | Mode d'amortissement | Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : Dotations de l'exercice | Diminutions | Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice |
| Immobilisations incorporelles | 60% à 100%                                  | Linéaire             | 8 688  | 11 562                                  |             | 20 250  |
| Immobilisations corporelles   | 4% à 33.33%                                 | Linéaire             | 10 760 488   | 920 424                                 |             | 11 680 912  |
| Immobilisations financières   |   |                      | 0  |   |             | 0   |
|                               |   |                      |  |   |             |   |
| <b>Total</b>                  |   |                      | <b>10 769 176</b>                                  | <b>931 987</b>                          |             | <b>11 701 162</b>                                 |

### 6.1.2.1 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne « Augmentations »

| Dotations de l'exercice       | Ventilation des dotations           |  |  |                           |
|-------------------------------|-------------------------------------|--|--|---------------------------|
|                               | Compléments liés à une réévaluation | Sur éléments amortis selon mode linéaire | Sur éléments amortis selon un autre mode | Dotations exceptionnelles |
| Immobilisations incorporelles |                                     | 11 562                                   |  |                           |
| Immobilisations corporelles   |                                     | 920 424                                  |  |                           |
| Immobilisations financières   |                                     |  |  |                           |
| <b>Total</b>                  |                                     | <b>931 987</b>                           |  |                           |

### 6.1.2.2 Aménagement du cadre général – Développement de la colonne 'Diminutions »

| Diminutions de l'exercice     | Ventilation des diminutions             |                |                           |
|-------------------------------|---|----------------|---------------------------|
|                               | Eléments transférés à l'actif circulant | Eléments cédés | Eléments mis hors service |
| Immobilisations incorporelles |   |                |                           |
| Immobilisations corporelles   |   |                |                           |
| Immobilisations financières   |   |                |                           |
| <b>Total</b>                  |   |                |                           |

### 6.1.3 Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

Le coût d'acquisition est constitué du prix d'achat après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires et des frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables.

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements et les stocks de marchandises sont évalués selon :

— la méthode premier entré, premier sorti (FIFO)

### 6.2.2 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Pour chaque poste du bilan concernant les éléments fongibles de l'actif circulant, ci-dessous l'indication de la différence entre l'évaluation figurant au bilan et celle qui résulterait des derniers prix du marché connus à la clôture des comptes.

Les plus-values latentes sur les comptes de placement s'élèvent au 31 décembre 2025 à 97 621 euros et les moins-values latentes à 5 777 euros.

Elles sont détaillées dans le tableau suivant :

| Désignation des titres d'OPCVM | A la clôture de l'exercice |                |                  | Evaluation à la clôture de l'exercice |                |                  | Plus value latente | Moins value latente |
|--------------------------------|----------------------------|----------------|------------------|---------------------------------------|----------------|------------------|--------------------|---------------------|
|                                | Nombre de titres           | VU au 31/12/25 | Total            | Nombre de titres                      | VU au 31/12/25 | Total            |                    |                     |
| CONTRAT EYDEN CAPI A8A000007   |                            |                | 249 500          |                                       |                | 276 922          | 27 423             |                     |
| CONTRAT EYDEN CAPI A8A000008   |                            |                | 249 500          |                                       |                | 277 609          | 28 109             |                     |
| CERA - TRESO CLIMA             | 100                        | 1 000          | 100 000          | 100                                   | 114.57         | 114 570          | 14 570             |                     |
| CERA - NATIXIS                 | 3                          | 100 000        | 300 000          | 3                                     | 98 074         | 294 223          |                    | 5 777               |
| ECOFI ANNUEL CREDIT COOPERATIF | 780                        | 193            | 150 290          | 780                                   | 227.96         | 177 809          | 27 519             |                     |
| <b>TOTAL</b>                   |                            |                | <b>1 049 290</b> |                                       |                | <b>1 141 134</b> | <b>97 621</b>      | <b>5 777</b>        |

#### 6.2.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

|                | Exploitation   | Financier | Exceptionnel |
|----------------|----------------|-----------|--------------|
| Frais généraux | 90 288         |           |              |
| Stock          | 128 004        |           |              |
| Assurance      | 62 907         |           |              |
| Personnel      | 636            |           |              |
| <b>TOTAL</b>   | <b>281 835</b> |           |              |

### 6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### 6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

| Variation des fonds propres  | A l'ouverture de l'exercice |                           | Affectation du résultat |                           | Augmentation  |                           | Diminution ou consommation |                           | A la clôture de l'exercice |
|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
|  | Montant                     | Dont générosité du public | Montant                 | Dont générosité du public | Montant       | Dont générosité du public | Montant                    | Dont générosité du public | Montant                    |
| Fonds propres sans droit de reprise  | 12 877 271                  |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           | 12 877 271                 |
| Fonds propres avec droit de reprise  |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| Ecart de réévaluation  |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| Réserves   | 2 985 827                   |                           | -65 215                 |                           |               |                           |                            |                           | 2 920 612                  |
| « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »         |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| Report à nouveau   |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) » |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| Excédent ou déficit de l'exercice  | -65 215                     |                           | 65 215                  |                           |               |                           | 199 156                    |                           | -199 156                   |
| « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »         |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| <b>Situation nette (sous-total)</b>  | <b>15 797 884</b>           |                           | <b>0</b>                |                           |               |                           | <b>199 156</b>             |                           | <b>15 598 727</b>          |
| Fonds propres consommables   |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| Subventions d'investissement   | 45 567                      |                           |                         |                           | 19 808        |                           | 7 177                      |                           | 58 199                     |
| Provisions réglementées  |                             |                           |                         |                           |               |                           |                            |                           |                            |
| <b>Total</b>   | <b>15 843 451</b>           |                           | <b>0</b>                |                           | <b>19 808</b> |                           | <b>206 333</b>             |                           | <b>15 656 927</b>          |

Commissaire aux Comptes  
Commissaire aux Comptes

**Éclairer**  
**Entreprendre**  
**Réussir**

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 1 016 638 €, ayant son siège social sis 2 Avenue Gambetta Tour Echio 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National des Entreprises le numéro 903 309 490 (RCS Nanterre), TVA : FR03903309490

(1) ESSMS

Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif :

Dans le tableau de variation des fonds propres figurant dans l'annexe des comptes annuels de l'entité gestionnaire, l'activité sociale et médico-sociale est présentée distinctement dans une subdivision spécifique des postes suivants :

- réserves ;
- report à nouveau ;
- excédent ou déficit de l'exercice



## 6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité.

Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

| Libellé  | Solde au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | Solde à la fin de l'exercice |
|--|------------------------------|--------------|------------|------------------------------|
| Fonds propres statutaires (subdivision suivant statuts)    |                              |              |            |                              |
| — <b>Fonds propres sans droit de reprise</b>               | 300 000                      |              |            | 300 000                      |
| —  |                              |              |            |                              |
| Fonds propres complémentaires                              | 12 577 271                   |              |            | 12 577 271                   |
| — Première situation nette établie                         |                              |              |            |                              |
| — Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés |                              |              |            |                              |
| — Dotations non consommables                               |                              |              |            |                              |
| — Autres apports sans droit de reprise                     |                              |              |            |                              |

## 6.3.1.2 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette annexe.

| Intitulé des projets                | Montant début de l'exercice | Augmentation de l'exercice | Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat) | Diminution de l'exercice (consommation par investissement) | Montant fin exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|---|--|----------------------|
| <b>Reserve de solidarité</b>        | 35 000                      |                            |   |  | 35 000               |
| <b>Reserve pour investissements</b> | 2 550 827                   |                            |   |  | 2 550 827            |
| <b>Reserve projets associatifs</b>  | 400 000                     |                            | 65 215  |  | 334 785              |

### 6.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

- Les subventions d'investissement, c'est-à-dire, les subventions dont bénéficie l'entreprise en vue d'acquérir ou de créer des valeurs immobilisées sont comptabilisées en l'absence de conditions à la date d'octroi dans les fonds propres.

Le reprise de la subvention est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

## 6.4 Provisions et passifs éventuels

### 6.4.1 Provisions

#### 6.4.1.1 Tableau des provisions

| Tableau des provisions  |                                     |   |                                      |                                   |
|-------------------------|-------------------------------------|---|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Rubriques               | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
| Provisions pour risques | 75 000                              | 230 000                                 |                                      | 305 000                           |
| Provisions pour charges | 557 000                             |   | 140 600                              | 416 400                           |
| <b>TOTAL</b>            | <b>632 000</b>                      | <b>230 000</b>                          | <b>140 600</b>                       | <b>721 400</b>                    |

#### 6.4.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Notre entité provisionne en totalité ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

Notre entité provisionne partiellement ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

|                                  | Provisionné | Non provisionné | Total   |
|----------------------------------|-------------|-----------------|---------|
| Indemnités de départ en retraite | 416 400     |                 | 416 400 |

Les engagements sont évalués dans le respect de la permanence des méthodes :

- En appliquant la recommandation ANC n°2013-02. Dans ce cadre nous avons opté pour la méthode 1 proposée par la recommandation.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Taux d'actualisation : 3.90%
- Taux de turn over : 2.09%
- Taux de cotisations sociales : 57% pour les non-cadres et 63% pour les cadres

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

## 6.5 Dettes

### 6.5.1 Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

| Dettes                            | Montant brut     | Echéance à un an au plus | Echéance à plus d'un an et cinq ans au plus | Echéance à plus de cinq ans |
|-----------------------------------|------------------|--------------------------|---|-----------------------------|
| Emprunts et dettes assimilées     | 632 311          | 73 782                   | 226 071                                     | 332 458                     |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 771 468          | 771 468                  |   |                             |
| Autres dettes                     | 2 171 120        | 2 171 120                |   |                             |
| Produits constatés d'avance       | 37 363           | 37 363                   |   |                             |
| <b>Total</b>                      | <b>3 612 262</b> | <b>3 053 733</b>         | <b>226 071</b>                              | <b>332 458</b>              |

### 6.5.2 Dettes garanties par des suretés réelles

|                                    | Bien donnée en garantie               | Montant de la dette |
|------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|
| Emprunt Crédit Coopératif<br>Bât D | Caution de la CEGC (à hauteur de 30%) | 107 692             |

### 6.5.3 Précisions sur certains postes de passif

#### 6.5.3.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi :

- Produit d'exploitation : 37 K€/115 K€ l'exercice précédent

## 6.6 Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice

| Créances  | Montant brut     | Liquidité à l'actif      |                       | Dettes  | Montant brut     | Degré d'exigibilité du passif |  |                        |
|---|------------------|--------------------------|-----------------------|---|------------------|-------------------------------|--|------------------------|
|   |                  | Échéances à 1 an au plus | Échéances à plus 1 an |   |                  | Échéances à 1 an au plus      | Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus | Échéances à plus 5 ans |
| Créances de l'actif immobilisé :<br>Créances rattachées à des participations                                      |                  |                          |                       | Emprunts obligataires convertibles (2) (3)<br>Autres emprunts obligataires (2) (3)<br>Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit dont : |                  |                               |  |                        |
| Prêts (1)   | 300 742          |                          | 300 742               | - à 1 an maximum à l'origine  | 8 615            | 8 615                         |  |                        |
| Autres  | 536 786          | 536 786                  |                       | - à plus de 1 an à l'origine  | 623 696          | 66 285                        | 226 071                                | 332 458                |
| Créances de l'actif circulant :<br>Créances clients et comptes rattachés<br>Créances reçues par legs ou donations | 1195 955         | 1195 955                 |                       | Emprunts et dettes financières divers (2) (3)<br>Dettes fournisseurs et comptes rattachés<br>Dettes des legs et donations                                   | 771 468          | 771 468                       |  |                        |
| Autres  | 321 874          | 321 874                  |                       | Dettes fiscales et sociales   | 2 057 951        | 2 057 951                     |  |                        |
| Charges constatées d'avance   | 281 835          | 277 648                  | 4 187                 | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés   | 7 993            | 7 993                         |  |                        |
|   |                  |                          |                       | Autres dettes   | 105 176          | 105 176                       |  |                        |
|   |                  |                          |                       | Produits constatés d'avance   | 37 363           | 37 363                        |  |                        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>2 637 191</b> | <b>2 332 263</b>         | <b>304 929</b>        | <b>TOTAL</b>  | <b>3 612 261</b> | <b>3 054 850</b>              | <b>226 071</b>                         | <b>332 458</b>         |
| (1) prêt accordés en cours d'exercice   | 24 895           |                          |                       | (2) Emprunts souscrits en cours d'exercice  |                  |                               |  |                        |
| prêts récupérés en cours d'exercice   |                  |                          |                       | Emprunts remboursés en cours d'exercice   | 208 229          |                               |  |                        |
|   |                  |                          |                       | (3) garanties par des sûretés réelles   | 107 692          |                               |  |                        |

## 7 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

### 7.1 Produits à recevoir :

|  | Montant        |
|--|----------------|
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 92 616         |
| Autres créances                                | 299 714        |
| Disponibilités                                 | 294 696        |
| <b>Total</b>                                   | <b>687 026</b> |

### 7.2 Charges à payer :

|  | Montant          |
|--|------------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 8 615            |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés               | 92 320           |
| Dettes fiscales et sociales                            | 1 300 319        |
| Autres dettes  |                  |
| <b>Total</b>   | <b>1 401 254</b> |



### 7.3 Honoraires des commissaires aux comptes

| Honoraires   | Commissaire aux comptes 1 |
|--|---------------------------|
| Afférents à la certification des comptes                               | 10 080                    |
| Afférents à la certification des informations en matière de durabilité |                           |
| Afférents aux services rendus autres que la certification des comptes  |                           |
| <b>Honoraires totaux</b>   | <b>10 080</b>             |

### 7.4 Subventions et autres concours publics

La rubrique « Concours publics et subventions d'exploitation » comprend :

— Subventions :

- / Les subventions d'exploitation ;
- / La quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.

— Concours publics définis à l'article 142-9

#### 7.4.1 Subventions

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

**Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative en tenant compte toutefois des conditions d'octroi résolutives ou suspensives.**

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

#### 7.4.2 Autres concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

#### 7.4.3 Tableau des subventions et concours publics

L'information sur les montants des concours publics et les subventions qui nous ont été octroyés dans l'exercice est présentée sous forme du tableau suivant :

| Nature du concours ou de la subvention | Montant     |
|--|-------------|
| Concours publics                       | 12 832.6 K€ |
| Subvention d'exploitation              | 1 254.7 K€  |
| Subvention d'investissement            | 7.2 K€      |

## 8 Informations relatives à la fiscalité

### 8.1 Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés s'élève à 4 926 euros et correspond à la déclaration n°2070 sur l'impôt sur les produits financiers.

## 9 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

### 9.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pension...)

Rémunérations allouées aux membres :

- Des organes d'administration : les personnes, membres du bureau du Conseil d'Administration, ne sont pas rémunérées, en raison de leur fonction, par l'association.
- Des organes de direction : cette information n'est pas communiquée puisqu'elle revient à donner une rémunération individuelle.
- Les rémunérations des dirigeants sont conformes à l'application des grilles salariales de la Convention Nationale applicable dans l'association.

## 10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

|              | Personnel salarié |
|--------------|-------------------|
| Cadres       | 29                |
| Non cadres   | 91                |
| <b>Total</b> | <b>120</b>        |

## 11 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 11.1 Engagements financiers donnés et reçus

|  | Donnés  | Reçus |
|--|---|-------|
| Cautionnement                                  | Caution de la CGEC à hauteur de 30% pour l'emprunt de 400 000 euros auprès du Crédit Coopératif |       |
| Garanties                                      |   |       |
| - nantissement Valeurs Mobilières de Placement | 100 000 euros   |       |

# RYDGE Conseil vous accompagne dans vos différents projets professionnels.

A large, solid teal diagonal bar that runs from the bottom left towards the top right, positioned behind the text 'Éclairer Entreprendre Réussir'.

**Éclairer  
Entreprendre  
Réussir**

**[rydge.fr](http://rydge.fr)**

 **RYDGE Conseil**

RYDGE Conseil, Société par actions simplifiée et société d'expertise comptable, inscrite au Tableau de l'Ordre à Paris sous le n° 14 00024167 01, au capital social de 1 000 000 €, ayant son siège social sis Tour EQHO, 2 avenue Gambetta, CS 60055, 92066 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre National

Crédits photos : Getty Images, iStock, Shutterstock, Adobe Stock, tous droits réservés.